

Discours de conclusion des Rencontres d'été « Féministes en mouvements »

dimanche 3 juillet 2011

Les rencontres Féministes en mouvements, organisées à Evry les 2 et 3 juillet par plus de 40 associations, dont Adéquations, ont connu un grand succès, avec 600 participant-es, 30 ateliers, deux plénières... Voici l'intervention de clôture de Caroline De Haas d'Osons le féminisme.



Prononcé le 3 juillet 2011 à Evry (91) par Caroline De Haas, militante d'Osez le féminisme.

Un grand merci à nos partenaires, aux 44 associations ayant organisé cet événement comme aux nombreuses intervenantes et intervenants de ce week-end.

Avant d'en venir à l'objet de nos rencontres, je voudrais revenir sur un événement dont nous n'avons pas beaucoup parlé ici mais qui a beaucoup occupé les médias depuis quelques jours.

Sur cette affaire, nous continuerons à faire ce que nous avons dit depuis le début : « nous ne savons pas ce qui s'est passé ou non à New-York ». Je tiens à rajouter que s'il ne s'est rien passé, c'est une bonne nouvelle.

Si nous nous sommes mobilisées depuis 1 mois et demi, c'est parce que cette affaire a ouvert les vannes en France à un déferlement machiste sur nos écrans, réseaux sociaux et postes de radios. Si nous nous sommes mobilisées depuis 1 mois et demi, c'est pour rappeler la réalité des violences faites aux femmes en France. Réalité méconnue, notamment par celles et ceux qui détiennent aujourd'hui les pouvoirs. Si nous nous sommes mobilisées depuis 1 mois et demi, c'est enfin car des citoyennes, des citoyens, des femmes et des hommes vivant, travaillant, s'engageant dans ce pays ont exprimé un ras-le-bol du sexisme. Nous avons été un de leur porte-voix pour faire entendre leur exaspération et leur volonté d'atteindre l'égalité.

Nous avons donc été là depuis 1 mois et demi comme depuis des années pour dénoncer les inégalités et le sexisme dans lequel elles prennent racine.

Je le dis aujourd'hui : nous sommes toujours là et nous serons encore là demain.

Quelles que soient les conclusions de l'affaire de New-York, si, dans les jours qui viennent, la tentation existait d'instrumentaliser un cas individuel pour décrédibiliser la parole de centaines de milliers de femmes qui en France, sont victimes de violence, nous serons là à nouveau pour le dénoncer.

Au moins 75 000 femmes adultes sont violées chaque année dans notre pays. Leur CV, leur passé, leur statut social ou leur couleur de peau importent peu. Il n'y a pas de mauvaise ou de bonne victime. Il y a en France 75 000 femmes qui vivent chaque année un acte sexuel forcé, une tentative de déshumanisation intolérable. Au moins 75000 femmes sont violées chaque année dans notre pays : lorsqu'on remet en

cause leur parole, c'est notre parole à toutes qu'on dénigre. AU moins 75 000 femmes sont violées chaque année dans notre pays : c'est la démonstration flagrante que nous vivons encore dans une société patriarcale, dans laquelle le contrôle sur le corps des femmes reste un enjeu de pouvoir.

J'en viens maintenant à l'objet de nos rencontres.

Cet événement s'inscrit dans la lignée de plusieurs années de mobilisations féministes. Depuis 1 an, nous avons manifesté contre la réforme des retraites, les fermetures de centres IVG, le démantèlement du service public de la petite enfance. Dans tous les domaines, les mobilisations féministes ont été nombreuses : service droit des femmes, défense des maternités, défense des associations ou adoption d'une loi contre les violences.

Les femmes, l'égalité femmes - hommes et les féministes ont fait irruption sur la scène publique. Avec des rencontres « Féministes en mouvements », nous voulons dire : nous y sommes, nous y resterons.

Nous y resterons pour porter les exigences des femmes et des hommes engagés pour une autre société. Nous voulons adresser un message clair à toutes celles et ceux qui aspirent à diriger ce pays. N'envisagez pas un seul instant que vous pourrez venir au devant des citoyennes et citoyens présenter un programme politique de transformation de la société et réclamer leurs suffrages sans intégrer à chaque niveau l'égalité femmes - hommes : ça ne fonctionnera pas.

Si les droits des femmes restent un sous-paragraphe d'une note de bas de page, nous sommes condamnés à nous retrouver à nouveau avec les mêmes exigences dans 10, 20 ou 30 ans.

Pour atteindre l'égalité, le seul moyen est qu'elle devienne une priorité politique nationale. Cela passera par la création d'un ministère des Droits des femmes doté d'une administration dédiée. Cela passera par l'application des lois et l'adoption de mesures ambitieuses dans tous les domaines : égalité professionnelle, éducation, violence, parité... Nous ne nous satisferons pas de mesures cosmétiques. Les symboles (comme le nombre de femmes dans les CA du CAC40) sont certes importants mais si l'on pense que l'on va changer la société avec ce genre de mesures, on se trompe lourdement. En matière d'égalité professionnelle, la priorité n°1 doit être de s'attaquer à la précarité dans laquelle sont cantonnées des millions de femmes salariées. Enfin, pour atteindre l'égalité, il faudra donner des moyens aux associations qui se battent au quotidien sur le terrain et subissent de plein fouet à la fois les reculs du service public comme les restrictions budgétaires.

Nous le disons haut et fort : 2012 ne se fera pas sans nous !

Nous souhaitons adresser deux messages aux responsables politiques.

Le premier, à l'actuelle majorité et aux partis qui ont soutenu sa politique, l'UMP comme les partis du Centre. Depuis 2002, vous n'avez cessé de détricoter les droits sociaux collectifs, notamment les droits des femmes. Vous avez voté la réforme des retraites qui va faire basculer des milliers de femmes dans la précarité. Vous avez réformé l'hôpital public et fait reculer le droit à disposer de son corps. Vous avez refusé d'augmenter les salaires, notamment le SMIC, et maintenez ainsi délibérément des millions de femmes dans une situation de dépendance économique. Vous avez fait reculer les services publics et laisser faire la loi du marché, la loi du plus fort, la loi de la domination.

Nous serons présentes dans la campagne pour le rappeler à chaque instant : vos politiques ont été une catastrophe pour les droits des femmes et pour l'égalité. Si vous revenez au pouvoir en 2012, nous nous mobiliserons pour vous imposer un changement de politique.

Le second message s'adresse à l'opposition progressiste : le Parti Socialiste, Europe-Ecologie Les Verts, le Front de Gauche, le Nouveau Parti anti-capitaliste, le Parti Radical de Gauche et tous les autres. Il existe une attente très forte dans notre pays d'une alternative réelle aux politiques actuelles. Vous souhaitez l'incarner : très bien. Nous commençons à lire vos programmes : dans la plupart, l'égalité

femmes - hommes est présente, avec des mesures ambitieuses.

Nous voulons vous dire que nous ne nous satisferons pas d'une série de mesurette ou de promesses. Nous attendons, nous exigeons un changement radical et immédiat. Nous refuserons d'entendre « nous n'avons pas les moyens, cela prend du temps ». **Cela fait des millénaires que nous attendons : nous en avons assez. Les moyens sont là. Ce qui peut manquer, c'est uniquement la volonté politique.** Rassemblées aujourd'hui à Evry, nous vous le disons fermement : nous ne vous lâcherons pas.

Nous rendons public un texte qui a vocation à être lu, discuté, débattu, critiqué le plus largement possible. Utilisons-le, diffusons-le pour convaincre, recruter interpellé.

Il s'est passé quelque chose ce week-end à Evry : les nombreuses féministes présentes ici ont exprimé une détermination sans faille à transformer radicalement la société et la volonté de continuer à travailler ensemble, dans l'unité pour porter toujours plus haut la voix des femmes et de l'égalité.